

PRÉFET DU VAL DE MARNE

PREMIÈRE DEMANDE CARTE DE SÉJOUR SALARIÉ OU TRAVAILLEUR TEMPORAIRE POUR RESSORTISSANT ALGÉRIEN TITULAIRE DU STATUT RÉSIDENT DE LONGUE DURÉE-UE DANS UN AUTRE ÉTAT MEMBRE DE L'UNION EUROPÉENNE.

(articles L 313-4 1° du CESEDA et 7 alinéa b et e de l'accord franco-algérien du 27 décembre 1968 modifié)

Si vous n'avez pas toutes les pièces mentionnées, ne venez pas en Préfecture.

Liste des pièces à fournir (originaux et copies) :

Les documents étrangers doivent être traduits en français par un traducteur assermenté.

Les formulaires et des modèles de documents sont téléchargeables sur le site internet de la préfecture :

<https://www.val-de-marne.gouv.fr/Demarches-administratives/Etrangers/Creteil/Documents-utiles>

- **Preuve d'entrée en France dans les 3 mois qui précèdent la demande :**

Exemples : tampon/cachet d'entrée sur le passeport, billet de transport nominatif avec date à destination de la France, etc.

- **Carte de séjour portant la mention « Résident de longue durée-UE » délivré par un autre État membre de l'UE.**

- **Justificatif de nationalité** : passeport en cours de validité (pages d'identité et de validité). À défaut : attestation consulaire avec photographie, datée de moins d'un an, faisant expressément mention de la nationalité du demandeur **ou** tout autre document permettant de justifier de manière probante de la nationalité (*exemples* : carte d'identité, carte consulaire, etc).

- **Justificatif de domicile (un hébergement n'est pas recevable) :**

La date du document doit être de moins de 6 mois, y compris pour un échéancier.

Exemples : facture d'électricité ou d'eau ou de gaz ou de téléphone fixe (facture de mobile non acceptée) ou d'accès à internet ou bail de location (faisant apparaître le nom et les coordonnées des parties) assorti de la dernière quittance de loyer ou taxe d'habitation, ou acte de propriété ou taxe foncière, datée de moins de 6 mois.

- **Justificatif de ressources (en euros) mensuelles, propres, stables et régulières, suffisant à son entretien** et, le cas échéant, à celui de son conjoint et de ses enfants (à l'exclusion des prestations sociales et allocation), **au moins égales au salaire minimum interprofessionnelle de croissance :**

Exemples : attestation bancaire faisant mention du solde ou relevé de compte, perception de pension, de rente, de bourse, de revenu mobilier ou immobilier, de retraite, de virement ou de ressource issue de l'étranger, feuille de paie d'une activité professionnelle exercée hors de France, etc.

- **Justificatif d'assurance-maladie valable pour une période d'une année** : attestation d'assurance-maladie (couverture médicale universelle (CMU) non recevable). La carte vitale ne constitue pas un justificatif d'assurance-maladie recevable.

- Dossier de demande d'autorisation de travail soumis par l'employeur (**cerfa n° 15186*03** disponible à l'adresse internet suivante : <https://www.immigration.interieur.gouv.fr/Info-ressources/Demarches/Formulaires-Cerfa/Les-travailleurs-etrangers>) pour un salarié étranger, **accompagné des pièces justificatives précisées en annexe du formulaire, prévues par les articles 1 et 3 du titre 1er de l'arrêté INTV1629674A du 28 octobre 2016** (disponible sur le site Legifrance : <https://www.legifrance.gouv.fr>), correspondant à la situation du salarié.

- **Si le demandeur est marié** : une déclaration sur l'honneur selon laquelle le demandeur ne vit pas en France en état de polygamie.

- **Fiche de renseignements préalablement complétée, datée et signée.**

- **3 photographies, format 35 mm x 45 mm** – tête nue, moins de 3 mois et ressemblantes, norme ISO/IES 1979-44-5 2005 (pas de copie).

PRÉFET DU VAL DE MARNE

ANNEXE :

LISTE DES PIÈCES JUSTIFICATIVES À PRODUIRE À L'APPUI D'UNE DEMANDE DE CARTE DE SÉJOUR PORTANT LA MENTION SALARIÉ OU TRAVAILLEUR TEMPORAIRE (arrêté INTV1629674A du 28 octobre 2016)

Liste des pièces à produire par l'employeur, pour une demande d'autorisation de travail en qualité de salarié ou de travailleur temporaire :

- 1° Une lettre motivant le recrutement du salarié et détaillant les fonctions qu'il va exercer ;
- 2° Selon le cas, un extrait à jour K bis, s'il s'agit d'une personne morale, ou un extrait à jour K ou une carte d'artisan (copie), s'il s'agit d'une personne physique, ou un avis d'imposition (copie), s'il s'agit d'un particulier employeur ;
- 3° L'attestation de versement des cotisations et contributions sociales à l'organisme chargé de leur recouvrement et le cas échéant à la caisse des congés payés lorsque l'employeur est soumis à cette obligation ;
- 4° Les documents justifiant de l'état civil et de la nationalité de l'étranger et, en cas de séjour en France, le document l'autorisant à séjourner ;
- 5° Lorsque la situation de l'emploi est opposable, les justificatifs des recherches effectuées auprès des organismes concourant au service public de l'emploi pour recruter un candidat déjà présent sur le marché du travail ;
- 6° Les documents justifiant de la qualification et de l'expérience du salarié pour occuper le poste sollicité (copie des diplômes et titres obtenus par le salarié ; curriculum vitae ; certificats de travail justifiant d'une expérience professionnelle) ;
- 7° Le cas échéant, lorsque l'exercice de l'activité est soumis à des conditions réglementaires spécifiques, les justificatifs que ces conditions sont remplies auprès des organes ou institutions habilités ;
- 8° Le cas échéant, copie, lors de la première demande, de la licence d'agence de mannequins prévue à l'[article L. 7123-11 du code du travail](#) ou de la licence d'entrepreneur de spectacles vivants prévu à l'[article L. 7122-3 du code du travail](#) ; pour les entrepreneurs occasionnels de spectacles vivants, copie de la déclaration préalable d'intervention à la direction régionale des affaires culturelles ;
- 9° Le cas échéant, si l'embauche concerne un mineur de seize ans, copie de la demande d'autorisation d'emploi auprès du préfet du département où se trouve le siège social de l'employeur, s'il est dépourvu de l'agrément mentionné à l'[article L.7124-1 du code du travail](#) ;
- 10° Le cas échéant, le mandat autorisant une personne morale ou privée établie en France à accomplir les démarches administratives en son nom et pour son compte.

Liste des pièces à produire par l'employeur, pour une demande d'autorisation de travail en qualité de salarié pour un étranger, qui occupe déjà, sous couvert d'un contrat à durée déterminée, un poste similaire dans l'entreprise :

- 1° L'autorisation de travail accordée pour ce poste occupé sous contrat à durée déterminée ;
- 2° L'attestation d'emploi ou la copie des trois derniers bulletins de paie.
- 3° Les pièces prévues au 2°, 3°, 7°, 8°, 9° et 10° de la liste précédente.

PRÉFET DU VAL DE MARNE

FICHE DE RENSEIGNEMENTS

Attention : toutes les rubriques de cet imprimé doivent obligatoirement être complétées.

*Ce formulaire doit être rempli en caractères **majuscules**, **daté**, **signé** et **obligatoirement présenté le jour du rendez-vous***

Situation du demandeur :

Nom de naissance :
Nom d'épouse :
Prénom :
Date de naissance : Lieu de naissance :
Nationalité :
Date d'entrée en France : avec visa : B C D sans visa
Sexe : masculin féminin
Adresse (numéro, nature et nom de la voie, code postal et ville de résidence) :
.....
Chez (M./Mme, nom et prénom de l'hébergeant) :
Téléphone portable :
Téléphone fixe :
Mail :@.....
EN MAJUSCULES – **EXEMPLE** : jean.dupond@gmail.com INSCRIRE : JEAN.DUPOND@GMAIL.COM ZÉRO = Ø -TIRET: (_) (-)
8 6

Situation familiale :

célibataire en concubinage depuis le :
 divorcé(e) depuis le : veuf(ve) depuis le :
 pacsé(e) depuis le : lieu d'enregistrement du pacs :
 séparé(e) légalement..... séparé(e) de fait depuis le :
 marié(e) en e noces depuis le :
Ville et pays de célébration du mariage :

Situation de votre conjoint :

Nom de naissance :
Nom d'épouse :
Prénom :
Date de naissance : Lieu de naissance :
Nationalité :
Pays de résidence :
Titulaire d'un titre de séjour en France : non oui numéro étranger :
(09 ou 10 chiffres – Pas de lettres : exemple : 9403016071)

Depuis combien d'années justifiez-vous d'une communauté de vie avec votre conjoint :

Enfants :

	Nom	Prénom	Date de naissance	Pays de naissance	Nationalité	Pays où vit l'enfant	Scolarisé ou à charge (oui/non)
1 ^{er} enfant							
2 ^e enfant							
3 ^e enfant							
4 ^e enfant							

Membres de famille (parents, frères et sœurs) :

	Nom	Prénom	Nationalité	Pays de résidence	N°étranger ou de CNI
Père					
Mère					
Frères et sœurs					

Situation professionnelle et ressources du demandeur :

Activité salariée, précisez laquelle :

Salaires mensuel :

Promesse d'embauche

Nature de l'emploi et montant des revenus :

Activité indépendante, commerçante, artisanale

Revenus mensuels :

En recherche d'emploi

Sans activité professionnelle

Prise en charge financière

Ressources issues de l'étranger

Ressources issues de prestations sociales

Rente

Sans ressources

Retraite

En arrêt maladie

En congé maternité

JE SUIS INFORMÉ(E) QUE LES TITRES, ACTES D'ÉTAT CIVIL ET DOCUMENT PRÉSENTÉS DANS LE CADRE DE LA PRÉSENTE DEMANDE DE TITRE DE SÉJOUR FERONT L'OBJET D'UNE AUTHENTIFICATION AUPRÈS DES AUTORITÉS COMPÉTENTES OU ORGANISMES QUI LES ONT ÉMIS ET CERTIFIÉ SUR L'HONNEUR QUE MES DÉCLARATIONS SONT EXACTES ET DÉCLARE QUE MON DOSSIER DÉPOSÉ EST COMPLET.

Je soussigné, M. certifie sur l'honneur que mes déclarations sont exactes.

Date :

(JJ/MM/AAAA)

Signature du demandeur :

ATTESTATION D'HÉBERGEMENT

Je soussigné(e)

*Monsieur, Madame,
(Rayer la mention inutile)*

*Nom :
(Nom de jeune fille pour une femme)*

*Épouse :
(le cas échéant)*

Prénom :

demeurant (numéro et nom de la rue, code postal et ville) :

certifie sur l'honneur, héberger à l'adresse mentionnée ci-dessus, la personne suivante :

*Monsieur, Madame,
(Rayer la mention inutile)*

*Nom :
(Nom de jeune fille pour une femme)*

*Épouse :
(le cas échéant)*

Prénom :

J'ai connaissance des sanctions pénales encourues par l'auteur d'une fausse attestation.

Fait pour servir et valoir ce que de droit.

*Fait à
le*

Signature de l'hébergeant(e)